



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des Politiques Publiques
Section Environnement – guichet unique ICPE

Arrêté N° 58-2024-09-16-00001

portant mise en demeure à la société REVIVAL de respecter certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 pour son installation de tri, traitement et regroupement de déchets sur le territoire de la commune de Fourchambault

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Michaël GALY en qualité de Préfet de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation, délivré le 18 février 1992 à la société COMPAGNIE GÉNÉRALE DE RÉCUPÉRATION NIVERNAISE (CGRN), pour l'exploitation d'un dépôt de ferrailles et matériaux divers et de carcasses de véhicules automobiles sur le territoire de la commune de Fourchambault, au titre de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2017-09-01-001 du 1^{er} septembre 2017 autorisant le changement d'exploitant et actualisant le calcul des garanties financières applicables aux installations exploitées par la société VALRECY ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-08-21-00013 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale, en date du 23 juillet 2007, formulée par la société RIC ENVIRONNEMENT ;
- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale, en date du 29 juillet 2013, formulée par la société BARTIN RECYCLING ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant, en date du 13 avril 2017, formulée par la société DERICHEBOURG, au bénéfice de sa filiale la société VALRECY ;
- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale de la société VALRECY, renommée REVIVAL en date du 1^{er} octobre 2018 ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 juin 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 27 juin 2024 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant, par courrier du 10 juillet 2024, sur le projet d'arrêté précité et les éléments fournis ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 13-I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, dispose :
« Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.

L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite.

Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection » ;

CONSIDÉRANT que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, dispose :
« Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.

Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 11 juin 2024, l'Inspecteur de l'environnement avait constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions précitées :

- l'exploitant possède sur site une source radioactive (paratonnerre),
- la procédure interne de gestion d'un déclenchement du portique de détection de la radioactivité n'est pas appliquée et peu maîtrisée de l'exploitant,
- l'accès au site est possible sans passage par le portique de détection de la radioactivité (voie à droite de celui-ci),
- l'imperméabilisation des voiries sur une grande partie du site (alvéoles et voies de circulation) n'est pas assurée car l'enrobé est fortement dégradé (présence de trous, crevasses,...). Les eaux météorites susceptibles d'être polluées par passage sur les déchets s'infiltreraient alors directement dans le sol sans traitement adéquat ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les prescriptions des articles 13-1 et 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société REVIVAL, exploitant une installation de tri, traitement et regroupement de déchets, sise 60 Quai de Loire sur la commune de Fouchambault, est mise en demeure de respecter :

- **dès la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 13-I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé, notamment :
 - par l'évacuation du paratonnerre présent sur site selon la procédure de l'ANDRA (<https://www.andra.fr/espace-producteurs/prise-en-charge-des-paratonnerres-et-des-detecteurs-de-fumee>),
 - par la formation du personnel à la gestion d'un déclenchement de portique,
 - par le contrôle de la radioactivité de l'ensemble des déchets entrants, notamment leur passage obligatoire par le portique de détection de la radioactivité ;
- **dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société REVIVAL.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication :

- par la voie d'un recours administratif auprès du Préfet de la Nièvre. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Dijon, territorialement compétent,
- par la voie du recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Dijon, territorialement compétent. Ce Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr ».

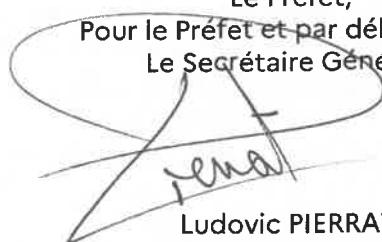
Article 5 : Exécution et copies

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- le Maire de Fourchambault,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **16 SEP. 2024**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Ludovic PIERRAT